

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 1199 [C - 99/11130]

26 AVRIL 1999. — Loi modifiant certains articles de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique (1)

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'article 10 de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Les opérations de concentration sont soumises à l'approbation préalable du Conseil de la concurrence qui constate si elles sont ou ne sont pas admissibles. »

Art. 3. L'article 17 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1^{er}. Le Conseil de la concurrence est composé de 20 membres, à savoir :

1. un président et un vice-président qui remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement, désignés parmi les magistrats de l'Ordre judiciaire;

2. huit membres désignés parmi les magistrats de l'Ordre judiciaire, les avocats inscrits depuis plus de dix ans au tableau de l'Ordre des avocats ou les personnes chargées d'enseigner le droit dans une université belge ou sise dans l'Union européenne. Parmi ces huit membres, au moins quatre membres sont désignés parmi les magistrats de l'Ordre judiciaire;

3. dix membres désignés en raison de leur compétence en matière de concurrence; parmi ceux-ci, ne peuvent figurer plus de six personnes considérées comme participant à la gestion d'une société commerciale au sens de l'article 205 du Code judiciaire.

§ 2. Le président, le vice-président et les autres membres du Conseil de la concurrence sont nommés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Leur mandat est de six ans. Il est renouvelable.

Les membres du Conseil de la concurrence continuent à exercer leur fonction à l'expiration de leur mandat tant qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

§ 3. Le président et le vice-président doivent justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise.

Au moins un membre doit justifier de la connaissance de la langue allemande.

§ 4. Le président, le vice-président et deux membres désignés par le Roi parmi les membres visés au § 1^{er} exercent leur fonction à temps plein.

Les magistrats exerçant une fonction à temps plein au sein du Conseil de la concurrence ne sont pas soumis à l'article 293 du Code judiciaire pour la durée de leur mandat.

Pendant toute la durée de leur mandat, le président, le vice-président et les deux membres désignés à temps plein ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle. Toutefois, le Roi peut, sur proposition du ministre, autoriser l'exercice d'une activité professionnelle complémentaire et accessoire pour autant que cette activité soit compatible avec l'exercice d'un mandat au sein du Conseil de la concurrence.

§ 5. Il est immédiatement pourvu au remplacement en tant que magistrat, par une nomination en surnombre, des membres visés au § 4 désignés parmi les magistrats de l'ordre judiciaire. S'il s'agit d'un chef de corps, il est pourvu à son remplacement par une nomination en surnombre d'un magistrat de rang immédiatement inférieur.

Le président et le vice-président du Conseil de la concurrence jouissent d'un traitement égal à celui d'un président du tribunal de première instance dont le ressort compte une population de 500 000 habitants au moins, ainsi que des augmentations et avantages y afférents. Ce traitement ne peut toutefois être inférieur à celui dont ils bénéficiaient dans l'Ordre judiciaire.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 1199 [C - 99/11130]

26 APRIL 1999. — Wet tot wijziging van sommige artikelen van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging (1)

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 10 van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economischemededinging wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. Voor de concentraties is de voorafgaande goedkeuring nodig van de Raad voor de mededinging, die vaststelt of ze al of niet toelaatbaar zijn. »

Art. 3. Artikel 17 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. § 1. De Raad voor de mededinging is samengesteld uit 20 leden, te weten :

1. een voorzitter en een ondervoorzitter die de voorzitter vervangt in geval van afwezigheid of verhinderd, aangewezen onder de magistraten van de Rechterlijke Orde;

2. acht leden aangewezen onder de magistraten van de Rechterlijke Orde, de advocaten die meer dan tien jaar ingeschreven staan op het tableau van de Orde van advocaten of de personen die belast zijn het recht te onderwijzen aan een Belgische universiteit of een universiteit gelegen in de Europese Unie. Van deze acht leden worden minstens vier leden aangewezen onder de magistraten van de Rechterlijke Orde;

3. tien leden aangewezen op grond van hun bevoegdheid inzake mededinging; onder hen mogen zich niet meer dan zes personen bevinden die beschouwd worden als deelnemend aan het bestuur van een handelsvennootschap in de zin van artikel 205 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter en de andere leden van de Raad voor de mededinging worden benoemd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Hun mandaat heeft een duur van zes jaar. Het is hernieuwbaar. De leden van de Raad voor de mededinging blijven hun functie uitoefenen bij het aflopen van hun mandaat zolang niet voorzien is in hun vervanging.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter moeten hun kennis van de Nederlandse en de Franse taal bewijzen.

Ten minste een lid moet zijn kennis van de Duitse taal bewijzen.

§ 4. De voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden door de Koning aangewezen onder de leden bedoeld in § 1, oefenen hun functie voltijds uit.

De magistraten die in de Raad voor de mededinging een voltijdse functie uitoefenen, zijn niet onderworpen aan artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek voor de duur van hun mandaat.

Tijdens de hele duur van hun mandaat mogen de voorzitter, de ondervoorzitter en de twee leden die aangewezen zijn voor een voltijdse functie, geen enkele andere beroepsactiviteit uitoefenen. De Koning kan echter, op voorstel van de minister, de uitoefening van een aanvullende en bijkomende beroepsactiviteit toestaan, voor zover die activiteit verenigbaar is met de uitoefening van een mandaat in de Raad voor de mededinging.

§ 5. Er wordt onmiddellijk voorzien in de vervanging als magistraat door een benoeming in bovental, van de leden bedoeld in § 4 die aangewezen zijn onder de magistraten van de rechterlijke orde. Indien het om een korpschef gaat, wordt in zijn vervanging voorzien door een benoeming in bovental van een magistraat die er in rang onmiddellijk op volgt.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad voor de mededinging genieten een wedde die gelijk is aan die van een voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg waarvan het rechtsgebied minstens 500 000 inwoners telt, alsook de verhogingen en de voordelen die eraan verbonden zijn. Deze wedde kan echter niet lager liggen dan die waarop zij in de Rechterlijke Orde aanspraak maakten.

Le magistrat qui exerce une fonction à temps plein au sein du Conseil de la concurrence est mis en congé pour la durée de son mandat.

Conformément à l'article 315 du Code judiciaire, le magistrat retrouve sa place sur la liste des rangs dès la cessation de son mandat.

§ 6. Les membres visés au § 4 qui ne sont pas désignés en qualité de président ou de vice-président perçoivent, au début de leur premier mandat, un traitement équivalent au traitement d'un vice-président au tribunal de première instance dont le ressort compte une population de 500 000 habitants au moins.

§ 7. Le Conseil de la concurrence peut être divisé en plusieurs chambres. Les chambres comportent un nombre fixe de membres, égal pour chacune d'elles.

Chaque chambre est présidée par un magistrat de l'Ordre judiciaire et comporte trois membres au moins.

Lorsqu'un membre est légitimement empêché, le président du Conseil peut désigner un autre membre pour le remplacer. Si le président de la chambre est empêché, le membre le plus âgé de la chambre assume la présidence de celle-ci.

§ 8. Le Roi détermine les conditions de nomination et le statut du président, du vice-président et des autres membres du Conseil de la concurrence qui exercent leur fonction à temps plein.

Les lois relatives au régime de pension des membres du personnel civil de l'Etat et de leurs ayants droit sont également applicables aux membres du Conseil de la concurrence qui n'ont pas le statut de magistrat ou d'agent de l'Etat et qui exercent leur fonction à temps plein.

§ 9. Le Conseil de la concurrence est assisté par un secrétaire et un secrétaire adjoint, désignés à cette fin par le ministre ou son délégué parmi les fonctionnaires du ministère des Affaires économiques.

Le secrétaire et le secrétaire adjoint appartiennent à des rôles linguistiques différents. Le ministre désigne, de la même manière, des secrétaires suppléants.

§ 10. A l'exception des personnes exerçant une fonction à temps plein au sein du Conseil de la concurrence, ont également la qualité de magistrat, au sens des paragraphes précédents, les magistrats honoraires et les magistrats admis à l'éméritat. »

Art. 4. 1° L'article 18, § 2, de la même loi est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Les membres du Conseil de la concurrence peuvent être récusés pour les causes énoncées à l'article 828 du Code judiciaire. En outre, les membres du Conseil de la concurrence ne peuvent délibérer dans une affaire où ils ont un intérêt ou s'ils représentent ou ont représenté une des parties intéressées.

De plus, ils ne peuvent pas intervenir comme conseil d'une partie dans une affaire introduite en vertu de la présente loi. »

2° L'article 18, § 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Si la récusation est contestée, le Conseil de la concurrence statue sur celle-ci en l'absence du membre en cause. »

3° L'article 18, § 5, de la même loi est abrogé.

Art. 5. Un article 18bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 18bis. Les membres du Conseil de la concurrence sont soumis au secret professionnel et ne peuvent divulguer, à quelque personne ou autorité que ce soit, les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions, hormis le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice.

Toute infraction au présent article est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent article. »

Art. 6. L'article 42 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 42. La cour d'appel de Bruxelles statue à titre préjudiciel, par voie d'arrêt, sur les questions relatives au caractère licite d'une pratique de concurrence au sens de la présente loi. »

De magistraat die een voltijdse functie uitoefent in de Raad voor de mededinging, wordt op verlof gesteld voor de duur van zijn mandaat.

Overeenkomstig artikel 315 van het Gerechtelijk Wetboek vindt de magistraat zijn plaats terug op de ranglijst bij het beëindigen van zijn mandaat.

§ 6. De in § 4 bedoelde leden, die niet als voorzitter of ondervoorzitter aangewezen zijn, ontvangen, bij het begin van hun eerste mandaat, een wedde die overeenkomt met de wedde van een ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg waarvan het rechtsgebied minstens 500 000 inwoners telt.

§ 7. De Raad voor de mededinging kan opgesplitst worden in meerdere kamers. De kamers worden samengesteld uit een gelijk aantal leden.

Elke kamer wordt voorgezeten door een magistraat van de Rechterlijke Orde en bestaat uit minstens drie leden.

Telkens als een lid gewettigd verhinderd is, kan de voorzitter van de Raad een ander lid aanwijzen om hem te vervangen. Zo de voorzitter van de kamer verhinderd is, neemt het oudste lid van de kamer het voorzitterschap waar.

§ 8. De Koning bepaalt de benoemingsvoorwaarden en het statuut van de voorzitter, de ondervoorzitter en de andere leden van de Raad voor de mededinging die hun functie voltijds uitoefenen.

De wetten op de pensioenregeling voor de leden van het burgerlijk rijkspersoneel en voor hun rechtverkrijgenden zijn ook van toepassing op de leden van de Raad voor de mededinging die niet het statuut van magistraat of rijksambtenaar hebben en die hun functie voltijds uitoefenen.

§ 9. De Raad voor de mededinging wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die daartoe door de minister of zijn gevolmachtigde worden aangewezen onder de ambtenaren van het ministerie van Economische Zaken.

De secretaris en de adjunct-secretaris behoren tot verschillende taalrollen. De minister wijst op dezelfde wijze plaatsvervangende secretarissen aan.

§ 10. Met uitzondering van de personen die in de Raad voor de mededinging een voltijdse functie uitoefenen, hebben de ermagistraten en de magistraten die toegelaten worden tot het emeritaat, eveneens de hoedanigheid van magistraat in de zin van de vorige paragrafen. »

Art. 4. 1° Artikel 18, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 2. De leden van de Raad voor de mededinging kunnen gewraakt worden om de redenen vermeld in artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek. Daarenboven kunnen de leden van de Raad voor de mededinging niet beraadslagen in een zaak waarin zij een belang hebben of indien zij een van de belanghebbende partijen vertegenwoordigen of vertegenwoordigd hebben.

Bovendien mogen zij niet als raadsman van een partij optreden in een zaak die krachtens deze wet aanhangig is gemaakt. »

2° Artikel 18, § 3, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 3. Indien de wraking betwist wordt, doet de Raad voor de mededinging daarover uitspraak in afwezigheid van het betrokken lid. »

3° Artikel 18, § 5, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidende :

« Art. 18bis. De leden van de Raad voor de mededinging zijn gebonden door het beroepsgeheim en mogen de vertrouwelijke gegevens waarvan zij kennis hebben gekregen op grond van hun functie, aan geen enkele persoon of autoriteit bekendmaken, behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen.

Overtredingen van dit artikel worden bestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek.

De voorschriften van het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de overtredingen van dit artikel. »

Art. 6. Artikel 42 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 42. Het hof van beroep te Brussel spreekt zich bij wege van prejudicieel arrest uit over de vragen met betrekking tot het geoorloofde karakter van een mededingingspraktijk als bedoeld in deze wet. »

Art. 7. L'article 43 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43. Les décisions du Conseil de la concurrence et de son président peuvent faire l'objet d'un recours devant la cour d'appel de Bruxelles. »

Art. 8. Un article 43ter, formulé comme suit, est inséré entre les articles 43 et 44 de la même loi :

« Art. 43ter. § 1^{er}. Les décisions du Conseil des ministres en matière de concentrations peuvent faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

Le recours est déposé au greffe du Conseil d'Etat par requête dans un délai de trente jours à partir de la notification ou de la publication au *Moniteur belge*, visées à l'article 41, § 2, troisième alinéa.

§ 2. La requête contient sous peine de nullité :

1° l'indication des jour, mois et an;

2° les nom, prénoms, profession et domicile du requérant, s'il s'agit d'une personne physique, ainsi que, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre de commerce ou au registre de l'artisanat;

3° la dénomination, la forme, le siège social et l'identité et la qualité de la personne ou de l'organe qui la représente, s'il s'agit d'une personne morale, ainsi que, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre de commerce ou au registre de l'artisanat;

4° la mention de la décision contre laquelle le recours est introduit;

5° le cas échéant, les nom, prénoms, domicile ou, à défaut, la résidence ou la dénomination, la forme et le siège social des parties à qui la décision a dû être notifiée;

6° l'énonciation des griefs;

7° la signature du requérant ou de son avocat.

§ 3. Le recours ne suspend pas les décisions qui font l'objet du recours.

Le ministre peut, au nom du Conseil des ministres, déposer ses observations écrites au Conseil d'Etat. Il peut consulter le dossier au greffe, sans déplacement.

Le Conseil d'Etat statue en matière de concentrations toutes affaires cessantes.

Dans cette matière, le Conseil d'Etat contrôle la légalité des décisions qui font l'objet du recours.

En cas d'annulation de la décision attaquée, le Conseil des ministres bénéficie d'un nouveau délai pour statuer. Ce délai est équivalent à celui prévu à l'article 34bis. Il prend cours à partir de la notification de l'arrêt en annulation du Conseil d'Etat.

Pour le surplus, les règles relatives à la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat sont applicables. Le Roi peut déroger à ces règles de procédure, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. »

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Art. 7. Artikel 43 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 43. Tegen de beslissingen van de Raad voor de mededinging en van de voorzitter kan beroep worden ingesteld bij het hof van beroep te Brussel. »

Art. 8. Tussen de artikelen 43 en 44 van dezelfde wet wordt een artikel 43ter ingevoegd, luidende :

« Art. 43ter. § 1. Tegen de beslissingen van de Ministerraad inzake concentraties kan bij de Raad van State een beroep tot vernietiging worden ingesteld.

Het beroep wordt door middel van een verzoekschrift ingediend bij de griffie van de Raad van State binnen een termijn van dertig dagen na de kennisgeving of de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in artikel 41, § 2, derde lid.

§ 2. Het verzoekschrift bevat op straffe van nietigheid :

1° de aanduiding van de dag, de maand en het jaar;

2° de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de verzoeker, indien het om een natuurlijke persoon gaat, alsook, in voorkomend geval, zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachtsregister;

3° de benaming, de vorm, de maatschappelijke zetel en de identiteit en de hoedanigheid van de persoon of, indien het om een rechtspersoon gaat, het orgaan dat hem vertegenwoordigt alsook, in voorkomend geval, zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachtsregister;

4° de vermelding van de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld;

5° in voorkomend geval, de naam, de voornaam, de woonplaats of, bij gebreke daarvan, de verblijfplaats of de benaming, de vorm en de maatschappelijke zetel van de partijen waaraan de beslissing ter kennis moet worden gebracht;

6° de uiteenzetting van de punten van bezwaar;

7° de handtekening van de verzoeker of van zijn advocaat.

§ 3. Het beroep schorst de beslissingen niet waartegen beroep is ingesteld.

De minister kan, namens de Ministerraad, zijn schriftelijke opmerkingen indienen bij de Raad van State. Hij kan het dossier ter plaatse op de griffie raadplegen.

De Raad van State doet uitspraak inzake concentraties met voorrang boven allr andere zaken.

Inzake deze materie controleert de Raad van State de wettigheid van de beslissingen waartegen hoger beroep is ingesteld.

In geval van vernietiging van de bestreden beslissing beschikt de Ministerraad over een nieuwe termijn om uitspraak te doen. Die termijn is dezelfde als de termijn bepaald in artikel 34bis. Hij vangt aan op het ogenblik waarop het vernietigingsarrest van de Raad van State ter kennis wordt gebracht.

Voor het overige zijn de regels betreffende de procedure voor de afdeling administratie van de Raad van State van toepassing. De Koning kan van deze procedureregels afwijken bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. »

Art. 9. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Note

(1) *Session ordinaire 1995-1996.*
Sénat.
Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 1-417/1.
Session ordinaire 1997-1998.
Amendements, n° 1-417/2. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1-417/3. — Amendements, n°s 1-417/4 à 8.
Session ordinaire 1998-1999.
Amendements, n° 1-417/9. — Rapport, n° 1-417/10. — Texte adopté par la Commission, n° 1-417/11. — Amendements, n°s 1-417/12 à 13. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1-417/14. — Amendements, n° 1-417/15. — Rapport complémentaire, n°1-417/16. — Texte adopté par la Commission, n° 1-417/17.
Annales du Sénat : 11 mars 1999.
Session ordinaire 1998-1999.
Chambre des représentants :
Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 2067/1. Rapport, n° 2067/2
Annales de la Chambre des représentants : 22 avril 1999.

Nota

(1) *Gewone zitting 1995-1996.*
Senaat.
Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel, nr. 1-417/1.
Gewone zitting 1997-1998.
Amendementen, nrs. 1-417/2. — Advies van de Raad van State, nr. 1-417/3. — Amendementen, nrs. 1-417/4 tot 8.
Gewone zitting 1998-1999.
Amendementen, nr. 1-417/9. — Verslag, nr. 1-417/10. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-417/11. — Amendementen, nrs. 1-417/12 tot 13. — Advies van d. Raad van State, nr. 1-417/14. — Amendementen, nr. 1-417/15. — Aanvullend verslag, nr. 1-417/16. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-417/17.
Handelingen van de Senaat : 11 maart 1999.
Gewone zitting 1998-1999.
Kamer van volksvertegenwoordigers :
Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 2067/1. — Verslag, nr. 2067/2
Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 22 april 1999.

F. 99 — 1200

[C - 99/11129]

26 AVRIL 1999. — Loi modifiant la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique (1)

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 5, § 1^{er}, de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les pratiques visées à l'article 2, § 1^{er}, ne doivent pas faire l'objet de la notification visée à l'article 7, lorsque les entreprises y participant répondent individuellement aux conditions prévues à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. »

Art. 3. § 1^{er}. A l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « au Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « au Conseil de la concurrence ».

§ 2. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi est complété par les mots « sauf lorsqu'il s'agit d'une pratique visée à l'article 5, § 1^{er} ».

Art. 4. § 1^{er}. A l'article 9, § 2, de la même loi, l'alinéa 1^{er} est supprimé.

§ 2. A l'article 9, § 2, alinéa 2, de la même loi, les mots « et qui n'entraîne pas une coordination du comportement concurrentiel, soit entre entreprises fondatrices, soit entre celles-ci et l'entreprise commune » sont supprimés. »

Art. 5. A l'article 10 de la même loi, modifiée par la loi du... modifiant certains articles de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique, le texte existant devient le § 1^{er} et les paragraphes suivants sont insérés :

« § 2. Pour prendre la décision visée au § 1^{er}, le Conseil tient compte :

a) de la nécessité de préserver et de développer une concurrence effective dans le marché national au vu notamment de la structure de tous les marchés en cause et de la concurrence réelle ou potentielle d'entreprises situées à l'intérieur ou à l'extérieur du Royaume;

b) de la position sur le marché des entreprises concernées et de leur puissance économique et financière, des possibilités de choix des fournisseurs et des utilisateurs, de leur accès aux sources d'approvisionnement ou aux débouchés, de l'existence en droit ou en fait de barrières à l'entrée, de l'évolution de l'offre et de la demande des produits et services concernés, des intérêts des consommateurs des produits et services concernés, des intérêts des consommateurs intermédiaires et finals ainsi que l'évolution du progrès technique et économique pour autant que celle-ci soit à l'avantage des consommateurs et ne constitue pas un obstacle à la concurrence.

§ 3. Les opérations de concentration qui ne créent pas ou ne renforcent pas une position dominante ayant comme conséquence qu'une concurrence effective serait entravée de manière significative dans le marché belge ou une partie substantielle de celui-ci, doivent être déclarées admissibles.

N. 99 — 1200

[C - 99/11129]

26 APRIL 1999. — Wet tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging (1)

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 5, § 1, van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Met betrekking tot de in artikel 2, § 1, bedoelde praktijken is geen aanmelding als bedoeld in artikel 7 vereist wanneer de ondernemingen die er partij bij zijn, individueel de voorwaarden vervullen welke bij artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen worden voorgeschreven. »

Art. 3. § 1. In artikel 7, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « bij de Dienst voor de mededinging » vervangen door de woorden « bij de Raad voor de mededinging ».

§ 2. Artikel 7, § 1, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden « behalve wanneer het een praktijk betreft, bedoeld in artikel 5, § 1 ».

Art. 4. § 1. In artikel 9, § 2, van dezelfde wet vervalt het eerste lid.

§ 2. In artikel 9, § 2, tweede lid, van dezelfde wet vervallen de woorden « en die niet tot gevolg heeft dat de oprichtende ondernemingen hun concurrentiegedrag coördineren of dat deze ondernemingen en de gemeenschappelijke onderneming hun concurrentiegedrag coördineren, ».

Art. 5. Artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van... tot wijziging van sommige artikelen van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging, waarvan de huidige tekst § 1 wordt, wordt aangevuld met de volgende paragrafen :

« § 2. Bij de in § 1 bedoelde beslissing houdt de Raad rekening met :

a) de noodzaak een daadwerkelijke mededinging op de nationale markt te handhaven en te ontwikkelen in het licht van met name de structuur van alle betrokken markten en van de bestaande of potentiële mededinging van binnen of buiten het Koninkrijk gevestigde ondernemingen;

b) de positie op de markt van de betrokken ondernemingen, hun economische en financiële macht, de keuzemogelijkheden van leveranciers en afnemers, hun toegang tot voorzieningsbronnen en afzetmarkten, het bestaan van juridische of feitelijke hinderpalen voor de toegang tot de markt, de ontwikkeling van vraag naar en aanbod van de betrokken producten en diensten, de belangen van de tussen- en eindverbruikers, alsmede de ontwikkeling van de technische en economische vooruitgang voor zover deze in het voordeel van de consument is en geen belemmering vormt voor de mededinging.

§ 3. Concentraties die geen machtspositie in het leven roepen of versterken die tot gevolg heeft dat een daadwerkelijke mededinging op de nationale markt of een wezenlijk deel daarvan op significante wijze wordt belemmerd, moeten toelaatbaar verklaard worden.